

Pétrole et politique en Libye

Gawdat Bahgat

Le secteur des hydrocarbures représente 4/5 du PIB et génère environ 95 % des recettes fiscales et 98 % des recettes d'exportation

La Libye bénéficie de deux avantages : sa proximité avec l'Europe et une production de pétrole brut de haute qualité et à faible teneur en soufre, léger et non corrosif

Améliorer la sécurité, renforcer la légitimité de l'autorité centrale et élargir la stabilité politique sont les objectifs du gouvernement libyen et de la communauté internationale

Depuis des décennies, la Libye suscite la plus grande attention de ses voisins et des puissances mondiales en raison de ses énormes ressources pétrolières, de sa politique extérieure agressive et plus récemment de son instabilité économique et politique. Ce pays d'Afrique du Nord est situé sur la rive sud de la Méditerranée opposée au continent européen. Durant plusieurs siècles, elle a fait partie de l'Empire ottoman jusqu'à l'invasion italienne en 1911. Suite à la défaite de l'Italie au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Libye fut placée sous l'administration des Nations unies. En 1951, elle obtient son indépendance et est gouvernée par le roi Idris al Sanoussi.

En septembre 1969 commence un nouveau chapitre de l'histoire du pays quand, après un coup d'État, le colonel Mouammar Kadhafi se proclame leader absolu de ce territoire stratégiquement situé. Dans un premier temps, il prétend reproduire le nationalisme et le socialisme arabes du feu président égyptien Gamal Abdel Nasser, mais le leadership de Kadhafi devient de plus en plus excentrique. Son idéologie, exposée dans son *Livre vert*, visait à formuler une alternative au communisme et au capitalisme. Kadhafi dénomma cette nouvelle forme de gouvernement la *Jamahiriyah*, traduisible par « État des

masses ». En théorie, le pouvoir était détenu par des comités populaires dans un système de démocratie directe, sans partis politiques ou institutions. Dans les faits, cependant, le pouvoir de Kadhafi était absolu et le pays était gouverné par des « comités révolutionnaires » composés de ses partisans.

La gestion de la politique étrangère libyenne s'avéra également désastreuse. Kadhafi aurait été impliqué dans le soutien de nombreux attentats et organisations terroristes et aurait cherché à produire et à acquérir des armes de destruction massive (chimiques, biologiques et nucléaires). La communauté internationale riposta en imposant des sanctions économiques et diplomatiques bilatérales et multilatérales. Les États-Unis et l'Union européenne (aussi bien l'institution que les différents pays européens) prirent les rênes de ce processus. Par conséquent, depuis le milieu des années quatre-vingt jusqu'au début des années 2000, la Libye fut considérée dans le monde entier comme un État paria. Les tentatives de Kadhafi de se réinventer et de réinventer son régime se révélèrent « trop limitées et trop tardives », mais aussi très peu convaincantes aussi bien sur le plan national que sur le plan international.

En 2011, la communauté internationale se retourne à nouveau contre

le régime libyen pour utiliser la violence lors d'une révolte populaire contre Kadhafi, inspirée des actions de protestation antiautoritaires qui ont démarré dans les pays voisins comme la Tunisie et l'Égypte et qui se sont étendues dans tout le monde arabe. Le Conseil de Sécurité des Nations unies approuve une résolution autorisant des raids aériens de l'OTAN pour protéger les populations. L'Europe soutenue par les USA prend les rênes de la coalition et suite à une courte période d'impasse, les rebelles font irruption dans Tripoli en août 2011 et quelques mois plus tard, capturent et tuent le colonel Kadhafi.

Le gouvernement de transition qui s'installe doit relever le défi de mettre de l'ordre, de dissoudre les anciennes forces rebelles (milices), de réorganiser l'économie, de créer des institutions politiques opérationnelles et de diriger la transition promise vers la démocratie, la transparence et l'État de droit. En juillet 2012, se tiennent les premières élections au Congrès général national (CGN). Le CGN, le pouvoir législatif libyen, est une assemblée de 200 représentants, dont 80 sont membres de partis politiques et 120 sont indépendants. Quelques mois plus tard, Ali Zeidan est nommé premier ministre et forme un gouvernement provisoire chargé de jeter les bases d'une nouvelle Constitu-

Gawdat Bahgat, professeur dans le domaine de la sécurité nationale du Centre des Études stratégiques pour le Proche-Orient et la Région de l'Asie du Sud. Il a publié huit livres dont : *Energy Security* (2011), *International Political Economy* (2010), *Proliferation of Nuclear Weapons in the Middle East* (2007), *Israel and the Persian Gulf* (2006), et *American Oil Diplomacy* (2003).

tion et des premières élections parlementaires.

L'économie et le secteur de l'énergie

Selon un rapport récemment publié par la Banque mondiale, le secteur des hydrocarbures continue de dominer l'économie libyenne et représente, selon les chiffres de 2011-2012, les quatre-cinquièmes du PIB. Il génère environ 95 % des recettes fiscales et 98 % des recettes d'exportation. (*Libya Overview*, www.worldbank.org/en/country/Libya/overview). Une étude du Fonds monétaire international (FMI) partage cet avis. L'étude conclut que, tandis que l'économie libyenne se récupère rapidement de l'effondrement de l'activité provoquée par le conflit, « la forte dépendance à l'égard de recettes volatiles en matière d'hydrocarbures la rend vulnérable aux crises du pétrole et complique sa gestion macroéconomique ». (*Libya-2013 Article IV Consultation Concluding Statement: Preliminary Conclusions of the IMF Mission*, <http://www.imf.org/external/np/ms/2013/030613.htm>). Les défis à court terme sont de gérer la transition politique, d'améliorer le climat en matière de sécurité, de faire face à de sévères contraintes en matière de capacité institutionnelle, d'établir en temps opportun des statistiques clés ainsi que d'exercer une discipline budgétaire tout en maintenant la stabilité macroéconomique.

L'impact du *Printemps arabe* sur le domaine de l'énergie de la Libye a été bien plus grave et a présenté beaucoup plus de facettes que dans les pays voisins. Le pays a été témoin d'intenses combats entre les forces pro et anti-Kadhafi qui se sont prolongés pendant plusieurs mois. Par ailleurs, l'aide militaire étrangère et la campagne aérienne de l'OTAN ont joué un rôle décisif dans la défaite des partisans de Kadhafi. Comme il était prévu, l'industrie pétrolière a été pratiquement paralysée et des attaques se sont produites contre quelques champs pétroliers, des raffineries et des terminaux.

Selon le dernier *Annuaire statistique mondial de l'énergie* de British Petroleum, la Libye détient environ 48 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole (soit près de 2,9 % du total mondial), la plus grande réserve d'Afrique. De même, on calcule qu'elle dispose de 1 500 milliards de mètres cubes de réserves prouvées de gaz (0,8 % du total mondial), soit la quatrième réserve d'Afrique (après le Nigéria, l'Algérie et l'Égypte, dans cet ordre) (*BP Statistical review of World Energy*, Londres, juin 2013).

Outre ces immenses réserves d'hydrocarbures, le secteur pétrolier de Libye bénéficie de deux avantages importants. Premièrement, le pays est situé du côté opposé du marché européen. Malgré les efforts réels de l'Europe pour diversifier son mix énergétique, la plupart des pays du continent continuent à dépendre fortement de l'importation du pétrole. La proximité géographique signifie que le pétrole libyen est plus facile et moins cher à importer. Deuxièmement, contrairement à la plupart du pétrole de la région du Golfe persique et d'ailleurs, la Libye produit du pétrole brut de haute qualité et à faible teneur en soufre, léger et non corrosif. En général, ce type de pétrole brut est le plus facile à traiter et il peut être soumis à des procédés dans des raffineries relativement simples qui ne seraient possibles avec des substituts plus lourds ou plus aigres.

Il est plus difficile d'affronter une diminution du volume d'un brut léger et non corrosif que celle de bruts plus lourds et plus aigres. Ceci n'est pas seulement dû au fait que les raffineries qui traitent les bruts de grades légers et non corrosifs ont une flexibilité limitée dans le traitement des matières premières, mais aussi au fait que la plupart de la capacité de réserve de production de pétrole brut se trouve généralement au fond, lourd et aigre, du baril. En résumé, l'importance de la Libye sur le marché du pétrole réside non seulement dans ses volumineuses réserves prouvées, mais aussi dans les grades légers et non corrosifs de ses bruts.

Contrairement aux producteurs du Golfe, comme l'Iran, l'Irak, le Koweït et l'Arabie saoudite où le pétrole a été

découvert au début du XX^e siècle, le pétrole a été trouvé en Libye à la fin des années cinquante. La production a été mise en marche très rapidement, surtout sur le bassin de Syrte et, à la fin des années soixante, le pays était devenu un grand producteur et exportateur. Cependant, cet important volume de production et d'exportation a considérablement diminué au cours des quatre décennies suivantes. Le déclin a répondu à la politique malencontreuse menée par le régime de Kadhafi. Si on la compare avec d'autres producteurs de pétrole, la Libye offrait peu de stratégies d'incitations destinées à attirer les entreprises pétrolières internationales. Par ailleurs, des sanctions internationales de grande portée avaient été imposées au pays en réponse à son soutien aux attaques terroristes et à ses tentatives de développer des armes de destruction massive.

Suite à la levée des sanctions au début des années 2000, les perspectives de la Libye de récupérer son rôle de premier plan comme grand producteur et consommateur de pétrole semblaient prometteuses. Des accords historiques étaient signés avec des compagnies pétrolières comme la britannique BP ou l'italienne Eni, entre autres. Cependant, ces perspectives encourageantes n'ont pas duré longtemps. Les autorités libyennes étaient peu enclines à stimuler l'investissement étranger. Les compagnies pétrolières peinaient sous une écrasante bureaucratie qui incluait la condition d'engager des Libyens pour des postes de plus haut niveau malgré le faible nombre de ressortissants ayant des aptitudes techniques et de gestion adéquates (« For West's Oil Firms, No Love Lost in Libya », Guy Chazan, *Wall Street Journal*, 15 avril 2011). Donc, les fortes charges fiscales et les carences institutionnelles et administratives débouchèrent sur un progressif manque d'intérêt des compagnies pétrolières étrangères pour la Libye. L'absence d'experts locaux et les restrictions frappant les investissements étrangers ont limité l'exploitation d'une grande partie des immenses réserves de pétrole.

Tout le potentiel de production n'est donc pas encore atteint.

En sus de l'exploration et de la production pétrolière, la Libye dispose d'énormes ressources de gaz naturel encore inexplorées. Le pays est devenu exportateur de gaz en 1971 grâce à la mise en marche de l'usine de liquéfaction de Marsa el Brega. Suite à une bataille à propos des prix, les exportations ont augmenté à hauteur de 3,6 milliards de mètres cubes (mmc) en 1977. Mais en 1980, le gouvernement nationalisait les installations Esso (actuellement Exxon-Mobil) et imposait une hausse des prix (« Gas Exports Set to Escalate » *Petroleum Economist*, Vol.71, No.3, Martin Quinlan, mars 2004). Les principaux acheteurs de gaz naturel liquéfié (GNL) des installations ont annulé leurs contrats ou bien ont réduit leurs achats. Au cours des deux décennies suivantes, le développement du secteur s'est ralenti d'une part à cause des sanctions économiques et d'autre part du fait du manque d'intérêt officiel.

Cependant, au début des années 2000, l'industrie du gaz resurgit. Le gazoduc sous-marin Greenstream reliant la Libye à l'Italie est inauguré en octobre 2004. Il va de Mellitah où le gaz naturel, canalisé à travers les champs de Waha sur la côte et de Bahr Essalam dans la mer, est traité pour son exportation. Il circule en profondeur jusqu'à Gela, en Sicile d'où le gaz naturel s'écoule jusqu'en Italie continentale (*Libya: Overview*, Energy Information Administration, <http://www.eia.gov>). Le gazoduc est un *joint venture* entre la société italienne d'énergie Eni et la compagnie pétrolière libyenne National Oil Corporation. Eni a fermé le pipeline en février 2011 au moment de l'éclosion des violences et l'a rouvert à la fin de cette année-là. La reprise des exportations de gaz représente donc un grand pas en avant.

Mais ce qui est encore plus important, c'est la récupération de toute la production et de l'exportation de pétrole libyen. De grandes compagnies internationales comme Eni, la société espagnole Repsol, la française Total, l'allemande Wintershall, ainsi que Petroleum, ConocoPhillips, Hess et Ma-

rathon, basées aux USA, ont déjà manifesté un intérêt pour la reprise de leurs activités en Libye et quelques-unes ont envoyé des représentants pour négocier leur retour.

Et maintenant ?

Officiellement, la révolution libyenne s'est terminée le 23 octobre 2011, trois jours après la capture et le lynchage de Kadhafi dans sa ville natale de Syrte. On pensait que le pays avait un avenir brillant et prometteur grâce à ses gigantesques réserves d'hydrocarbures, à son emplacement stratégique à la porte de l'Europe et à sa faible population. Plus de deux ans après la chute de Kadhafi, la violence des milices continue de troubler le pays et l'économie se trouve dans un état moribond (« Libya: Fragile Security, Fragmented Politics », *IISS Strategic Comments*, Vol.19, No.10, mars 2013). La conjonction d'une faible identité nationale avec des rivalités ethniques, l'hostilité historique entre les différents centres régionaux et le manque de confiance généralisé dans le gouvernement de Tripoli, a eu des répercussions négatives dans le domaine de la sécurité et a ouvert la porte à une éventuelle désintégration et à une fragmentation de l'autorité centrale.

Après un début encourageant de l'ère pos-Kadhafi, les milices de la zone orientale ont de plus en plus intensifié leurs revendications d'autonomie vis-à-vis du gouvernement central. Au Sud, les tensions entre les groupes arabes, toubou et touareg ont dégénéré en violence qui s'est aggravée par la propagation des armes dans tout le pays suite à la chute du régime de Kadhafi. Le conflit a des connotations raciales, les toubou et les touaregs ayant la peau plus foncée et des racines africaines subsahariennes, ceux-ci accusent les élites arabes habitant en bordure de la Méditerranée d'accumuler les richesses et le pouvoir (« Tripoli Declares State of Emergency in Libya's South », Borzou Daragahi, *Financial Times*, 19 janvier 2014). De ce fait, la production de pétrole du

pays qui avait pratiquement récupéré en 2012 le volume atteint avant la guerre (1,6 millions de barils par jour) a enregistré une diminution de l'ordre d'un million de barils par jour en 2013 au fur et à mesure que l'instabilité augmentait (« Libya Warns Oil Tankers Against Dealing with Militias », Clifford Krauss, *New York Times*, 8 janvier 2014).

Améliorer le climat en matière de sécurité, renforcer la légitimité de l'autorité centrale et élargir la stabilité politique sont les objectifs du gouvernement libyen et de la communauté internationale. Le renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration de la qualité de l'éducation, la reconstruction des infrastructures économiques englobant le développement d'un marché financier et la réduction de la dépendance des hydrocarbures grâce à la croissance du secteur privé soutenu par des investissements étrangers, sont aussi d'autres défis importants à relever.

Compte tenu de la situation stratégique de la Libye aux portes de l'Europe, l'Union européenne a entrepris diverses initiatives destinées à aider le tout nouveau gouvernement de Tripoli. À travers le commerce, l'échange culturel et une stratégie basée sur la coopération, les leaders de l'UE espèrent conserver l'élan et appuyer le processus de transition vers la démocratie et la transparence. Au début de l'année 2014, l'UE a mis en place dans le pays un programme de 30 millions d'euros destiné à subvenir aux besoins les plus pressants. Il s'agit notamment de la réconciliation des différentes régions et groupes, du respect des droits de l'Homme, de la capacité en matière d'administration publique, de la société civile et de l'information, de la participation des femmes à la vie publique, de l'émigration, de la santé et de l'éducation.

En résumé, l'UE et d'autres puissances ont manifesté leur vif intérêt à promouvoir la stabilité, la démocratie et la transparence en Libye. Mais le peuple libyen est le seul à pouvoir prendre des décisions difficiles qui conduiront son pays vers un avenir brillant et enterreront l'héritage du passé. ■